

L'Union européenne est en quête de « solutions innovatrices » sur l'immigration. Une formule de la présidente de la Commission, Ursula von der Leyen, dans une lettre adressée aux vingt-sept chefs d'État et de gouvernement, réunis en sommet, ce jeudi, à Bruxelles. Parmi les pistes évoquées, la définition de pays tiers « sûrs » vers où renvoyer les migrants, des « centres de retours » hors des frontières de l'UE et même le « protocole » entre l'Italie et l'Albanie pour y sous-traiter les demandes d'asile... « Il y a beaucoup d'idées ; aucune ne se généralise matériellement pour l'instant », observe un diplomate européen.

Un virage répressif dans la doctrine européenne sur les questions migratoires. Charles Michel, le président du Conseil européen, dont c'est le dernier sommet régulier, ne voulait même pas mettre le sujet à l'agenda. Il a dû s'y résoudre, devant la demande pressante de la plupart des États membres. Plusieurs de ces derniers ont pris ces dernières semaines des initiatives unilatérales en ordre dispersé. La majorité d'entre eux reconnaît cependant la nécessité de davantage de coordination européenne. « Il y a un consensus pour que la recherche de solutions nouvelles pour lutter contre l'immigration soit dans l'agenda stratégique de la nouvelle Commission. C'était inconcevable il y a quelques années. Le débat a clairement évolué vers la droite », constate un haut responsable à Bruxelles.

« Il faut éviter la surenchère et la course vers l'extrême droite sur les questions migratoires. La priorité est d'appliquer le Pacte. On n'a pas besoin de mesures supplémentaires »

Valérie Hayer
Présidente
des eurodéputés macronistes

Le revirement de l'Allemagne à la rentrée a accéléré ce changement de paradigme. La réintroduction de contrôles aux frontières et l'expulsion de demandeurs d'asiles, notamment vers l'Afghanistan, décidées par Olaf Scholz, sans prévenir ses partenaires, après l'attentat à l'arme blanche de Solingen, fin août, ont créé un choc. Beaucoup en Europe s'en sont indignés, d'autres s'en sont félicités, comme Viktor Orban, le premier ministre hongrois, ravi de ne plus faire cavalier seul en la matière. La semaine dernière, au Parlement de Strasbourg, le député du parti d'extrême droite belge Vlaams Belang Tom Vandendriessche se félicitait de voir « l'Allemagne appliquer notre programme ». Et Jordan Bardella applaudissait « la fin du mythe d'une Europe sans frontières ». « L'Allemagne a voulu donner un signal à son opinion publique, mais il faut faire attention à bien calibrer les messages pour ne pas donner l'impression que la libre circulation, un acquis majeur de la

Le tournant répressif de l'Union européenne sur l'immigration

Florentin Collomp Correspondant à Bruxelles

Depuis la reprise des contrôles aux frontières de l'Allemagne, les Vingt-Sept, réunis à Bruxelles jeudi, réclament en ordre dispersé de nouvelles mesures pour durcir les règles, notamment sur les retours.



Ursula von der Leyen, la présidente de la Commission européenne, et Olaf Scholz, le chancelier allemand, le 14 octobre, à Berlin. DOP IMAGES/CHRIS EMIL JANSEN VIA REUTERS CONNECT

construction européenne, a échoué », s'inquiète un diplomate européen.

Le changement de pied allemand a en quelque sorte ouvert les vannes à un durcissement général du ton à travers l'Europe, encouragé par les victoires électorales récentes de l'extrême droite dans plusieurs pays, comme les Pays-Bas ou l'Autriche, ainsi qu'aux régionales en Allemagne. La Hongrie et les Pays-Bas ont signalé en septembre leur intention de ne pas appliquer le Pacte asile et migrations, un ensemble de textes harmonisant la législation européenne sur la question, adopté en mai. Des annonces sans réelle portée, puisque les gouvernements respectifs reconnaissent implicitement qu'ils ne pourront y déroger sans changement de traité, seule voie légale pour s'y soustraire, très improbable. « Il faut éviter la surenchère et la course vers l'extrême droite sur les questions migratoires », plaide la présidente des eurodéputés macronistes Valérie

Hayer. La priorité est d'appliquer le pacte. On n'a pas besoin de mesures supplémentaires. »

La Pologne refuse pourtant elle aussi d'appliquer ce pacte. Et son premier ministre de centre droit, Donald Tusk, un européen convaincu, prédécesseur de Charles Michel à Bruxelles, a semé le trouble ce week-end en annonçant suspendre l'application du droit d'asile par son pays. Il entend ainsi lutter contre les manipulations de la Russie et de la Biélorussie qui envoient à dessein migrants d'Afghanistan, d'Iran, d'Irak ou de Somalie vers la Pologne. Un coup d'éclat de Tusk pour forcer une discussion stratégique sur le sujet avec ses homologues, considérant que l'état actuel du droit communautaire ne suffit pas à faire face. Varsovie se justifie en rappelant que la Finlande en avait fait autant avant l'été.

Véritable star européenne sur la question migratoire, la dirigeante post-fasciste du gouvernement italien, Gior-

gia Meloni, arrivera à Bruxelles forte d'avoir mené à bien, la veille, le transfert de 16 premiers migrants interceptés en Méditerranée vers son centre de rétention flambant neuf délocalisé en Albanie. Très courtisée, elle aura un aparté avec Olaf Scholz et Donald Tusk en marge du sommet ; Emmanuel Macron n'est a priori pas convié. « Nous allons pouvoir tirer les leçons de cette expérience en pratique », assure Ursula von der Leyen, dans sa lettre aux Vingt-Sept. Une sorte de reconnaissance officielle d'une méthode encore jugée inconvenante il y a peu aux yeux de beaucoup, qui faisait l'unanimité entre elle et le Royaume-Uni tentait de la mettre en place avec le Rwanda. La France ne serait pas hostile à « une discussion ordonnée sur le sujet, dans le respect du droit international et de notre droit », assure un proche d'Emmanuel Macron, réfutant toutefois l'idée d'un « modèle rwandais ou italo-albanais ».

Il n'empêche, le consensus s'élargit depuis qu'une quinzaine d'États membres, emmenés par l'Autriche, le Danemark et l'Italie, écrivaient en mai à la Commission, pour réclamer de « nouvelles solutions » pour lutter contre l'immigration irrégulière, dont l'externalisation des demandes d'asile, sur ce modèle. Quatre autres pays se sont ralliés depuis à cet appel. « Le sentiment général pousse à la négociation de partenariats avec des pays tiers afin de leur sous-traiter la gestion des migrations et faire de l'Europe une forteresse. Je ne suis pas sûr que ce soit une solution pérenne. L'Union européenne a déjà dépensé des milliards auprès de la Turquie, de la Tunisie, de l'Égypte ou de la Mauritanie. Cela coûte très cher et on ne sait pas toujours comment l'argent est dépensé », relative Carmine Conte, chercheur au centre de réflexion Migration Policy Group, à Bruxelles.

« Ce n'est pas une crise migratoire, mais plutôt une crise de la gestion des migrations »

Alberto-Horst Neidhardt
Chercheur au European Policy Centre

Cette offensive politique sur l'immigration clandestine, parfois non dénuée d'intentions électoralistes, tranche avec la réalité des chiffres. Les arrivées illégales dans l'Union européenne atteignaient l'an dernier environ un tiers du pic de 1 million en 2015. Selon Frontex, elles ont chuté de 42 % sur les neuf premiers mois de l'année, par rapport à 2023. « Ce n'est pas une crise migratoire, mais plutôt une crise de la gestion des migrations », explique Alberto-Horst Neidhardt, chercheur au European Policy Centre. Les flux se concentrent sur des zones géographiques où les autorités n'ont pas les capacités de faire face, comme les Canaries, en ce moment. Ils ont bondi de 56 % cette année dans cette direction, tandis qu'ils chutaient fortement de l'Afrique du Nord vers l'Italie.

Le florilège de mesures invoquées par les gouvernements intervient aussi dans une période de transition. Après plus de huit ans de négociations éfilées, le Pacte asile et migrations a été adopté en mai. Mais sa mise en œuvre, qui nécessite 60 textes d'application, des investissements lourds dans des infrastructures physiques et informatiques, n'est pas prévue avant 2026. Trop tard, estiment plusieurs États, dont l'Espagne ou l'Allemagne, qui proposent d'en accélérer la déclinaison. Le ministre de l'Intérieur français, Bruno Retailleau, s'est lui aussi prononcé dans ce sens. À l'Élysée, on se dit « ouvert sur le principe, pour autant que cela ne remette pas en cause les équilibres du pacte ».

En attendant, la Commission propose de remettre au goût du jour une directive dite « retours », bloquée depuis 2018 en raison de l'hostilité du Parlement. Avec le glissement à droite issu des urnes en juin, le terrain semble plus favorable. Ursula von der Leyen entend augmenter le ratio de 20 % des migrants expulsés parmi ceux faisant l'objet d'une procédure de reconduite à la frontière à travers l'UE. ■

Face à des enjeux existentiels, l'Europe en panne de leadership

L'Europe semble plus vulnérable que jamais face aux défis géopolitiques, sécuritaires et économiques. Pourtant, elle apparaît sans voix. Élargissement du conflit au Proche-Orient, poursuite de la guerre en Ukraine, incertitude sur l'allié américain, concurrence industrielle exacerbée entre puissances... Les sujets qui appelleraient des réponses robustes du Vieux Continent ne manquent pas. Or, l'Europe apparaît parfois aux abonnés absents, au mieux divisée sur des sujets existentiels pour son propre avenir et encaimée dans ses propres processus institutionnels.

Les élections européennes ont eu lieu fin juin, mais l'exécutif issu de ce scrutin n'est toujours pas en fonction. Il va falloir encore patienter jusqu'à la mi-novembre pour que les eurodéputés aient auditionné et approuvé les 27 commissaires désignés par leurs gouvernements en septembre, avant un vote pour introniser l'ensemble du collège fin novembre. Si tout va bien - c'est-à-dire s'il ne faut pas remplacer au débotté plusieurs commissaires retoqués -, la nouvelle

Commission, présidée par Ursula von der Leyen pour un second mandat, pourrait enfin prendre ses fonctions le 1^{er} décembre.

Ces lenteurs procédurales ne sont pas aussi inquiétantes que le flottement au Conseil européen, l'organe qui réunit les États membres. Le sommet des chefs d'État et de gouvernement à Bruxelles, ce jeudi, va exposer au grand jour les tensions sur l'immigration, l'absence de ligne commune sur le Proche-Orient, le blocage persistant par la Hongrie sur le soutien à l'Ukraine. Face à « l'implosion du Moyen-Orient », l'Europe reste un « simple spectateur », cingle Luigi Scazzieri, du think-tank britannique Centre for European Reform. Le ministre des Affaires étrangères et ancien premier ministre du Luxembourg Xavier Bettel a mis les pieds dans le plat, mardi : « Presque plus personne ne nous écoute. Nous n'avons pas de réponses. Nous sommes considérés comme de simples confettis sur la scène internationale. »

Autre domaine de prévarication : l'enjeu existentiel de la compétitivité de

l'UE face au décalage économique croissant par rapport aux États-Unis et à la concurrence de plus en plus agressive de la Chine. Le diagnostic fait consensus : deux rapports alarmistes d'Enrico Letta et de Mario Draghi ont tiré le signal d'alarme cette année sur ces questions. Au lieu d'un sursaut, Bas Eickhout, coprésident des Verts au Parlement européen, constate un « manque d'urgence du Conseil, qui a reporté les discussions sur le sujet à novembre ».

Emmanuel Macron prévenait une nouvelle fois, lors d'un déplacement à

« Pour la première fois depuis le traité de Rome, la France et l'Allemagne sont simultanément affaiblies, sur le plan politique et économique. Cela a créé un vide à Bruxelles »

Bernard Guetta Eurodéputé Renew

Berlin au début du mois, que l'Europe n'avait plus que « deux ou trois ans » pour se ressaisir ; sa voix ne porte plus. À Berlin, la coalition au pouvoir est rongée par ses déchirements internes, instaurant une paralysie jusqu'aux élections de septembre 2025. Sans son moteur franco-allemand, l'Union européenne patine. « Pour la première fois depuis le traité de Rome, la France et l'Allemagne sont simultanément affaiblies, sur le plan politique et économique, analyse Bernard Guetta, eurodéputé Renew. Cela a créé un vide à Bruxelles, au moment même où l'UE a commencé à poser les jalons d'une Europe politique. »

Les dissensions sont nombreuses, comme sur le sujet crucial de l'avenir du secteur automobile européen. Le vote récent des Vingt-Sept en faveur de droits de douane sur les véhicules électriques chinois importés, au lieu d'une démonstration d'unité des Européens, a mis au jour le succès relatif de tentatives de Pékin pour les diviser. L'Allemagne a voté contre la mesure de protection, aux côtés de la Hongrie et de la Slovaquie, quand dix

États membres s'abstenaient, de peur de représailles.

Entre la Chine et les États-Unis, l'Europe est prise en étau. L'élection présidentielle américaine, dans moins de trois semaines, aura valeur de test. C'est « un mois décisif pour l'avenir de l'Europe », dramatise Raphaël Glucksmann, chef de la délégation socialiste au Parlement de Strasbourg. Selon lui, une nouvelle élection de Donald Trump pourrait entraîner « soit l'électrochoc qui nous redonne du nerf, soit l'affaiblissement » du continent. Pour Bernard Guetta, « quel que soit le résultat des élections américaines, l'Europe sera placée devant un tel défi qu'on va devoir le relever, sinon elle risquera d'entrer dans une phase d'hibernation ». Et, si les États poids lourds de l'Europe restent neutrales, cette mission de survie incombait à Ursula von der Leyen, dont le rôle de « présidente de l'Europe » risque de prendre encore plus d'ampleur. Une ambition dont elle a su faire la preuve ces dernières années, face à la crise du Covid et à l'agression russe en Ukraine. ■